

Histoire et géographie économiques

Copie de candidat

Malgré ses imperfections, cette copie mérite d'être portée à la connaissance des futurs candidats, pour les aider à évaluer concrètement les exigences relatives du jury.

La construction du devoir souffre d'une médiocre articulation des deux premières parties. Mais la définition juste des termes essentiels montre, dès l'introduction, que le sujet a été bien compris. Même si on peut toujours déplorer quelques imprécisions et lacunes, notamment sur les effets de la concurrence, le contenu est pertinent, riche et précis. De nombreux exemples étayent les principaux aspects du sujet, qu'il s'agisse de la double dimension économique et géopolitique des enjeux, des intérêts contradictoires et des conflits commerciaux entre pays du Sud et du Nord et entre pays développés, du couple sino-américain, des politiques commerciales unilatérales et du rôle de l'OMC. Au-delà de l'analyse des ententes régionales, le candidat amorce une réflexion intéressante sur certains lieux stratégiques : les Bourses, les ports, les détroits. Le style et l'orthographe sont acceptables.

Si la crise des années 30 avait mis fin à une période d'intensification des flux que l'on peut appeler «première mondialisation» (en référence à l'ouvrage de Suzanne Berger Notre première mondialisation : histoire d'un échec oublié), la crise des années 70 a favorisé la mondialisation : ce phénomène, qui se traduit principalement depuis les années 80, par l'émergence d'un «espace mondial» (J. Lévy) dans tous les domaines, est caractérisé par une augmentation des flux de toute sorte : flux de capitaux, de marchandises, d'hommes...

Cette intensification a créé une nouvelle organisation du commerce dans le monde : les échanges ne sont plus seulement le fait des pays de la Triade entre eux, ou d'échanges entre un pays du Nord dominant et un pays du Sud dominé, car de nouveaux pays s'insèrent dans le commerce mondial comme la Chine par exemple. Ainsi, l'Organisation Mondiale du Commerce a essayé de promouvoir le multilatéralisme face à un nombre croissant de pays insérés. Pourtant, l'échec du Sommet de Cancún, les faibles avancées lors du Sommet de Hong-Kong sous l'égide du Français Pascal Lamy, montrent bien que les relations entre Etats peuvent être conflictuelles. La logique d'un Etat est la recherche de la puissance. Or puisqu'un enjeu suppose des intérêts contradictoires et la chance d'un gain ou le risque d'une perte, il s'agit ici de déterminer qui bénéficie vraiment, au niveau économique et géopolitique, du commerce dans le monde et des flux.

Si la mondialisation donne une importance accrue aux flux par l'intensification du commerce (partie I), les échanges profitent inégalement à tous (partie II). Le commerce et les flux sont donc l'objet de rapports de force et de tensions (partie III).

Comme nous l'avons déjà évoqué, la mondialisation se traduit par l'augmentation des flux : les flux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) vont par exemple beaucoup augmenter à partir des années 1980.

Ainsi, les IDE et l'insertion dans le commerce sont parfois au cœur de stratégies de développement : même si nous les étudierons mieux dans la deuxième partie, des pays comme Singapour, Corée du Nord, Taïwan ont profité de leur insertion au commerce mondial par des exportations après avoir attiré des IDE.

L'arrivée de ces nouveaux pays dans le commerce international fait donc augmenter les flux de marchandises. Ces flux sont notamment règlementés par l'OMC, qui a pour but de favoriser les échanges internationaux, en essayant de diminuer au maximum les tarifs douaniers et les conflits commerciaux.

Pendant, le commerce peut être aussi régulé à une autre échelle. Il s'agit ici d'une des logiques de la mondialisation : la régionalisation. Il y a là une dimension économique et géopolitique. Ces regroupements comme l'UE (Union Européenne), l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord Américain), (l'APEC), (Forum Asie-Pacifique), le MERCOSUR (Marché Commun Sud-Américain) ont pour but de favoriser le commerce entre les pays adhérents et il y a parfois une dimension géopolitique pour s'affranchir d'une dépendance extérieure par exemple. On peut nuancer notre propos, en disant que tous les regroupements ne sont pas «officiels» : l'intégration commerciale des pays de la Façade Asie Pacifique (FAP) est bien plus le fait des Entreprises que des Etats (on peut citer par exemple la firme Adidas dans le cas du «Triangle de la Chine du Sud» entre Taïwan (pôle technique), Hong-Kong (pôle logistique) et le Guangdong (main d'œuvre).

Mieux, toutes ces intégrations n'arrivent pas à impulser le commerce : c'est le cas du Pacte Andin par exemple en Amérique du Sud car comme le dit Bernard Bret «ce n'est pas en s'associant entre pauvres que l'on s'enrichit». La clé de la réussite de ces intégrations pour qu'elles constituent un gain au plan économique est la complémentarité. C'est le cas de l'ALENA qui associe un pays ayant un fort marché intérieur (les Etats-Unis), un pays ayant une main d'œuvre peu chère (le Mexique) et un pays possédant des matières premières (le Canada). L'enjeu de ces intégrations est le développement du commerce et donc un gain de croissance et d'influence.

Mais, au-delà des Etats et des regroupements régionaux, certains lieux deviennent d'une importance capitale au niveau économique et géopolitique avec l'augmentation des flux et du commerce mondial. Il s'agit tout d'abord des bourses. Les bourses peuvent être le lieu de fixation des prix des produits échangés dans le commerce mondial. Mieux, les flux financiers ont considérablement augmenté. Le fait de posséder des «bourses» sur son territoire est un symbole de puissance économique dans le commerce mondial. On peut citer le NYMEX (New York Mercantile Stock Exchange) le NYSE (New York Stock Exchange), la bourse de Singapour, le LIFFE de Londres, EURONEXT.

Le deuxième lieu d'importance économique et géopolitique est le port. Les ports sont les véritables interfaces du commerce mondial : la localisation des plus grands ports est révélatrice des hiérarchies économiques. Par exemple, la Northern Range est la véritable interface de l'Europe avec le monde. Les plus grands ports sont : Rotterdam, Shanghai, Hong-Kong, Chicago. L'opposition d'Hillary Clinton au rachat du port de New-York par un cheik saoudien est révélatrice de l'enjeu économique et géopolitique et stratégique que sont les ports pour le commerce mondial.

Enfin, il faut souligner l'importance des détroits dans la géopolitique des flux. Ce sont des espaces très surveillés car de leur sécurité dépend l'évolution du commerce. Si de nombreux détroits sont stratégiques aujourd'hui (canal de Panama, détroit des Dardanelles, canal de Suez, détroit de Malacca, détroit de Bab El Mandeb, détroit de Gibraltar, la mer Manche...) on peut citer le détroit d'Ormuz dont l'importance pour le marché pétrolier est incontestable.

Si nous avons pu voir que l'augmentation des flux et des commerces permettaient des échanges de plus en plus importants en donnant une importance capitale à certains lieux, il s'agit ici d'étudier que ces flux et échanges profitent inégalement.

En effet, de nombreux pays ne profitent pas de l'ouverture aux échanges économiques. En effet, cette ouverture s'effectue parfois, non de façon volontaire, mais dans le cadre de Politiques d'Ajustement Structurel (PAS) du Fonds Monétaire International (FMI).

Ainsi, l'ouverture de l'Argentine dans les années 80 a pu augmenter des exportations, certes, mais a beaucoup augmenté ses importations : d'où un déficit important de la balance commerciale.

Le problème de ces pays est tout d'abord leur dépendance à l'égard des bourses et des marchés du Nord (voir partie I) : le cas de la Côte d'Ivoire qui passe du «miracle» au «mirage» à cause de la chute des cours du cacao, est révélateur.

Ce problème de dépendance amène les pays à essayer de créer des cartels : cependant à part l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), aucun cartel n'a véritablement fonctionné : le cartel de la banane par exemple.

L'une des critiques majeures des pays du Sud dans leur ouverture au commerce international, lorsqu'elle n'est pas bénéfique, est le manque d'ouverture des marchés des pays du Nord que nous étudierons dans la troisième partie.

Cependant, certains pays dits du «Sud» profitent largement de leur ouverture au commerce international : c'est le cas des Dragons. Par leurs exportations, en recevant des flux d'IDE, et en mettant en place une stratégie de remontée des filières, ce sont devenus des pays exportateurs d'électronique par exemple. Ainsi, un enjeu économique du commerce mondial est le développement. Mieux, certains pays qui arrivent à se développer grâce à ces stratégies sont émetteurs d'IDE : par exemple, LENOVO qui rachète la division PC d'IBM. Pour les pays qui profitent de l'ouverture au commerce mondial, il y a de nombreux autres enjeux. Tout d'abord, on peut citer le fait de pouvoir rembourser sa dette ; c'est le cas, par exemple, du Brésil qui a remboursé sa dette par avance récemment.

Les liquidités qui proviennent de l'excédent de la balance commerciale peuvent aussi être utilisées dans des alliances de type géopolitique : c'est le cas du «China Bashing» qui prend la place du «Japan Bashing». La Chine profite de l'ouverture du marché américain. Elle investit dans des bons du Trésor américain. Cela permet de financer le déficit commercial américain, donc de soutenir la consommation des ménages qui consomment des produits chinois. C'est ce qu'on appelle la Très Grande Alliance.

Enfin, pour les pays de la Triade, les situations sont diverses. Certains pays profitent de cette organisation du commerce mondial : on peut citer par exemple l'Allemagne ou le Japon dont les balances commerciales sont souvent excédentaires. Certes, les pays du Nord favorisent les flux de capitaux en émettant des IDE : cela permet, grâce aux délocalisations, d'avoir un commerce qui de plus en plus, est organisé par les firmes. On passe, par exemple, de plus en plus du «made in Germany» à du «made by Germany».

Ceci est vrai pour une grande partie des pays de la Triade. Il y a une augmentation des échanges à l'intérieur des firmes et c'est cela qui est important aujourd'hui : de nombreux articles évoquent le déficit commercial américain mais oublient que, dans l'organisation du commerce mondial d'aujourd'hui, le fait que ce soient des firmes états-uniennes qui participent pour 1/3 aux importations des Etats-Unis nuance le déficit de la balance commerciale.

Néanmoins, l'enjeu économique de ces délocalisations est aussi une certaine forme de désindustrialisation même si elle est fortement à nuancer. Cette désindustrialisation est due à certaines délocalisations. Cependant, il faut nuancer cela en évoquant le fait que l'industrie est toujours le moteur de la croissance et que les phénomènes d'internationalisation nous font tendre à donner une place trop importante aux services.

Cependant, certains auteurs voient dans cette désindustrialisation un enjeu géopolitique : c'est le cas d'E. Todd dans *Après l'Empire* : pour lui, les Etats-Unis auraient cessé d'être une grande puissance commerciale et une puissance productrice (au contraire, par exemple, de la Chine qui est considérée comme l'atelier du monde). Ils doivent donc créer un climat de tension pour se rendre nécessaires et prélever leur dîme impériale.

Emmanuel Todd nous amène donc à penser les flux et l'organisation du commerce entre les Etats sous l'approche d'un rapport de force.

En effet, il y a des tensions ou rapports de force pour de nombreux problèmes dans le commerce international.

Ces tensions peuvent avoir lieu entre les pays du Nord et les pays du Sud : la critique est celle que nous avons déjà évoquée : des marchés du Nord peu ouverts. Cette fermeture notamment au niveau des produits agricoles est néfaste de façon véritable à certains pays du Sud d'autant plus que les subventions agricoles créent une concurrence déloyale (PAC/Farm Bill).

Dans «Questions de vie» L'aide au tiers monde, à quoi bon ? Sylvie Brunel, faisant référence à la phrase du journaliste Raymond Cartier dit : «Quand on aide le Zambèze, on nuit à la Corrèze» Cela est pourtant largement à nuancer car ce n'est pas un pays comme la Zambie ou le Zimbabwe qui profiterait réellement d'une ouverture des marchés agricoles du Nord, mais plutôt des pays possédant des filières agricoles intégrées dans la filière agroalimentaire : exemple : le Brésil. Cependant, malgré la demande d'un Nouvel Ordre Economique International de la part des pays du Sud depuis les années 70 mais qui reste lettre morte, on peut noter une bonne évolution : le commerce équitable. C'est ce qui est favorisé par une entreprise comme Leclerc en France. La part du commerce équitable dans le commerce mondial reste toutefois marginale.

Au niveau des conflits entre pays du Sud et du Nord on peut aussi évoquer les volontés contrariées des Etats-Unis de mettre en place plus un nouveau marché commun : la Zone de libre Echange des Amériques. Le récent refus à Mar del Plata (Argentine) révèle ces tensions.

Il y a aussi des tensions et rapports de force entre les pays du Nord. Le commerce est au cœur de la diplomatie et des relations géopolitiques de certains pays comme les Etats-Unis : les pays du Golfe n'achètent pas d'avions Airbus du fait de la pression du gouvernement américain. De plus, il y a des enjeux économiques comme les barrières douanières, et surtout les barrières non tarifaires, qui restent présentes : c'est une des critiques majeures et récurrentes des Etats-Unis au Japon.

Il existe en outre de nombreux autres conflits sur l'acier, l'aéronautique par exemple entre l'Europe et les Etats-Unis. L'enjeu géopolitique est alors d'imposer sa volonté dans le but de favoriser ses entreprises.

Enfin, il existe aussi parfois des rapports de force internes. L'image donnée par l'Union Européenne, pendant les négociations préalables au Sommet de Hong-Kong, avec des positions contradictoires entre Peter Mandelson et Jacques Chirac au sujet de l'avenir de la Politique Agricole Commune montre ces rapports de force internes. L'enjeu économique est ici un enjeu économique national pour la France : les aides de la PAC.

Mais comment évoluent donc ces tensions ? Les Etats-Unis qui imposent souvent leur volonté (loi Helms Burton sur Cuba, accord durant la guerre avec la banane...) sont-ils les principaux gagnants de ces rapports et les pays du Sud (fin des accords de Lomé avec les accords de Cotonou) encore les principaux perdants ?

On peut analyser pour cela les conséquences de l'échec du Sommet de Cancún : si cet échec a été interprété parfois comme une victoire symbolique des pays du Sud, on peut plutôt penser que l'échec d'un accord multilatéral leur a été néfaste. En effet, il laisse la place au bilatéralisme : «bilatéralisme agressif» SILK qui est rarement favorable aux pays du Sud.

Certaines tensions tendent à l'apaisement entre des pays du Nord : entre l'UE et le Japon, ensembles qui deviennent plus complémentaires.

Mieux, les Etats-Unis connaissent des échecs dans l'organisation du commerce : l'Office de Règlement des Différends a prononcé de nombreux jugements contre les Etats-Unis (exemple : les Foreign Sales Corporation (FSC). Cependant, la possibilité laissée à un Etat de prendre des mesures unilatérales quand un secteur est jugé menacé (clause de sauvegarde de l'OMC) laisse parfois aux Etats-Unis ou à d'autres pays de montrer leur «hard power» (J. NYE).

Les véritables gagnants de l'organisation du commerce mondial et des flux depuis les années 80 sont encore les pays de la Triade. Mais de nombreux pays en ont aussi profité : les Dragons, les Tigres, désormais le Brésil, l'Inde et la Chine. Si les pays du Nord avaient ignoré la demande d'un Nouvel Ordre Economique International (NOEI) à l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans les années 70, ils auront du mal à occulter les demandes des «géants» émergents. C'est donc le rôle même de l'OMC qui est remis en cause (cf : Faut-il brûler l'OMC ? Débat entre Pascal Lamy, José Bové et un économiste dans un très récent Alternatives Economiques). Un nouvel échec lors des négociations dans le Doha Round entraînerait peut être une nouvelle organisation du commerce mondial.